

**Sommet franco-allemand -
Conférence de presse conjointe de
M. Emmanuel Macron, président de
la République, et de Mme Angela
Merkel, chancelière de la
République fédérale d'Allemagne**
(Meseberg, 19 juin 2018)

Merci beaucoup Madame la Chancelière, merci chère Angela pour, d'abord, l'organisation de ce Conseil des ministres franco-allemand et l'échange que nous venons d'avoir ici, à Meseberg, et le compte-rendu qui en a été fait. Ce sommet était attendu et je crois que nous sommes au rendez-vous.

Ce sommet intervient - et je crois que nous ne devons en aucun cas en faire mystère - à un moment de vérité de l'Europe et un moment de vérité dans chacun de nos Etats et pour notre continent. Sur les sujets économiques, commerciaux, financiers, sur les sujets de politique étrangère, de défense comme les grands sujets de migration, c'est aujourd'hui un vrai choix de société qui est en discussion. C'est même peut-être un choix de civilisation avec, d'une part, celles et ceux qui voudraient en quelque sorte dire que cette Europe est bonne à détricoter et qu'elle ne permet plus de répondre à ses défis, et d'autre part, celles et ceux qui croient - je crois pouvoir le dire, comme nous - que nous pouvons faire avancer cette Europe en la rendant tout à la fois plus souveraine et plus unie car, sur les sujets géopolitiques et migratoires comme sur les sujets économiques, le défi qui nous est aujourd'hui posé, c'est de savoir si nous voulons renforcer notre capacité à protéger nos concitoyens des décisions qui viennent de l'étranger, des grands risques géopolitiques et à être plus unis, avoir plus de solidarité entre nous et donc défendre l'Europe à laquelle nous croyons.

Sur l'ensemble de ces sujets, nous avons montré, je crois, par la discussion d'aujourd'hui et le travail conjoint, que notre choix était clair, c'est à la fois un choix qui permet de répondre à la gravité du moment historique que nous vivons, refuse de faire bégayer notre Histoire et permet, je le crois aussi très profondément, beaucoup plus d'efficacité.

Sur les sujets géopolitiques, de défense ou migratoires, la question est de savoir comment nous pouvons mieux défendre, protéger notre Europe face aux grandes incertitudes géopolitiques et internationales qui, aujourd'hui, à travers le sujet des migrations, viennent en quelque sorte rencontrer la vie de nos concitoyens qui, pendant longtemps, ont pu croire que les sujets internationaux ou les sujets de développement étaient des sujets lointains qui étaient réservés aux sommets entre chefs d'Etat et de gouvernement, aux discussions entre diplomates. Non, tout ça se tient. Notre monde est uni et nous ne sommes pas une île plongée au milieu de nulle part.

Sur ce sujet, le choix que nous avons fait est ici réaffirmé et clair, nous voulons donc plus de souveraineté et d'unité. C'est l'esprit du texte que nous avons adopté en matière de politique

étrangère où nous avons souhaité plus de coordination et, selon des formes qui seront à discuter, la volonté d'avoir une approche en termes de politique étrangère et de sécurité articulée, coordonnée au niveau européen. C'est ce qui a alimenté ces derniers mois nos avancées en matière de politique de défense avec une coopération structurée permanente, mais également avec le Fonds européen de défense. Nous l'avons complété avec plusieurs de nos collègues - nous serons dix au total - par une initiative européenne d'intervention qui permettra de mieux coordonner nos doctrines d'intervention, d'avancer à partir de la semaine prochaine, date à laquelle elle sera lancée, de rapprocher nos cultures stratégiques, d'échanger par nos travaux de planification ou des personnels militaires et donc d'avoir une approche beaucoup plus pragmatique ensemble.

C'est aussi ce qui nous a conduits dans la droite ligne de ce que nous avons esquissé le 13 juillet 2017 ensemble à concrétiser aujourd'hui le lancement de deux programmes communs majeurs de combat terrestre avec le char du futur et de combat aérien avec l'avion du futur. Ce sont, je crois, sur ce sujet, des avancées extrêmement importantes qu'il convient de saluer.

C'est avec cette même détermination que nous croyons très profondément à une réponse européenne face au défi migratoire. Ce défi, nous ne venons pas de le découvrir, nous ne l'avons pas découvert la semaine dernière, mais nous sommes très clairement ensemble déterminés à agir de manière européenne et de manière coordonnée avec l'ensemble des Etats membres qui ont avec nous des sujets en commun et sur tout ce qu'il sera possible de faire à ce niveau, au niveau européen et donc avec l'ensemble des 28 Etats membres.

Nous continuerons dans les heures et les jours qui viennent à travailler très étroitement ensemble pour pouvoir justement faire des propositions en la matière autour de trois axes conformément à ce que la chancellerie vient de rappeler. Un premier axe, celui que nous avons l'un et l'autre évoqué avec nos amis italiens, celui que j'aurai aussi l'occasion d'évoquer avec le Premier ministre espagnol samedi midi, c'est notre capacité à travailler davantage avec les pays d'origine et de transit. Ce sujet n'est pas là non plus nouveau. Nous avons beaucoup fait ces dernières années avec les uns et les autres et encore ces derniers mois avec plusieurs pays d'Afrique du Nord et tout particulièrement la Libye. C'est le sens même de l'action de stabilisation que nous menons en Libye et que nous allons intensifier avec, là aussi, des initiatives concrètes que nous sommes en train de préparer pour les prochains jours, notamment les actions de garde-côtes libyens pour développer les actions d'information et de prévention menées par le HCR et l'OIM afin de démanteler les filières illégales et les réseaux de passeurs et démanteler tous les mécanismes de financement.

Et donc, nous allons intensifier les initiatives communes en la matière pour mieux prévenir ces flux, ce qui est à la fois plus efficace et plus humanitaire parce que le risque humanitaire commence à la seconde où on quitte les rives, les rives de la Libye ou celles d'autres pays. Et nous l'avons vu malheureusement à plusieurs reprises en Méditerranée.

Ensuite, nous voulons une meilleure protection des frontières européennes et nous soutenons en effet en la matière les propositions de la Commission européenne et en particulier en augmentant significativement les moyens de l'agence Frontex pouvant aller jusqu'à 10.000 hommes, en déployant ces moyens d'appui dans les pays qui gèrent les frontières extérieures de l'Europe pour en faire progressivement une vraie police des frontières européennes. Nous souhaitons aussi avoir une vraie agence européenne en matière d'asile et harmoniser nos droits

sur ce sujet.

Enfin le troisième pilier de l'action que nous souhaitons conduire en la matière au sein de l'Union européenne, c'est d'avoir un système efficace de solidarité et de responsabilité qui implique que dès l'arrivée sur le sol européen, l'enregistrement des personnes puisse être fait, les demandes d'asile le cas échéant très rapidement examinées, les reconduites exécutées quand les personnes arrivées ne sont pas éligibles à l'asile et cela signifie, à la fois sur le plan intergouvernemental comme sur le plan européen, une série d'avancées très concrètes que nous souhaitons promouvoir ensemble et une révision accélérée du règlement de Dublin qui est aussi un projet sur lequel nous avons des vues communes.

Sur ce sujet, nous avons donc besoin, vous le comprenez, à la fois de plus de souveraineté et donc de capacité à protéger nos frontières communes et de plus d'unité, c'est-à-dire de mécanismes de solidarité, à l'extérieur de nos frontières comme à l'intérieur de nos frontières.

C'est exactement la même philosophie qui a alimenté nos débats et notre réponse en matière économique. Si nous regardons la situation économique aujourd'hui de la zone euro, nous manquons de souveraineté, de solidarité et d'unité. Nous sommes en train d'être bousculés par les décisions unilatérales de nos partenaires et alliés américains en matière de commerce. Nous sommes trop souvent divisés et nous avons mis beaucoup plus de temps que d'autres régions, comme les Etats-Unis, pour sortir de la crise de 2008-2010. Il nous faut donc trouver, en particulier au niveau de la zone euro, mais également au niveau de l'ensemble de l'Union européenne, les mécanismes là aussi d'une plus grande souveraineté et d'une plus grande unité.

La souveraineté, elle passe par une réponse coordonnée unique en matière commerciale, celle que nous avons apportée l'un et l'autre de manière constante ces dernières semaines et que nous souhaitons ici rappeler, réaffirmer de manière très claire et je souhaite que nous puissions ensemble travailler et proposer à nos collègues une série de mécanismes qui permettront de renforcer la souveraineté financière, économique et commerciale de l'Europe avec ses partenaires commerciaux, économiques pour ses intérêts propres et pour faire face à tous les changements, toutes les incertitudes et ne subir aucune extraterritorialité.

Mais c'est aussi ce que nous voulons pour la zone euro et au sein de la zone euro. Nous rentrons aujourd'hui dans une deuxième étape de la vie de notre monnaie unique. Nous le voyons bien, nous n'avons pas réussi aujourd'hui totalement ni à faire de l'euro une alternative complète au dollar et nous l'avons vécu ces dernières semaines, il faut être lucide sur le constat, ni un espace monétaire qui avait les mécanismes de convergence suffisants, l'unité, le ciment suffisant pour éviter les crises systémiques comme celles que nous avons vécues. C'est pourquoi nous souhaitons aujourd'hui sceller un accord majeur et je veux à mon tour remercier nos ministres des finances qui ont oeuvré sur ce sujet ces dernières semaines avec de nombreuses discussions et nous ont soumis un texte très ambitieux et précis, mais nous avons ensemble, avec la chancière, décidé d'avancer pour ouvrir une nouvelle page de la zone euro et de notre organisation commune et nous aurons à travailler dans les prochains jours et prochaines semaines avec l'ensemble de nos partenaires dans la zone euro et nous aurons à compléter évidemment dans les mois qui viennent ce travail. Pour moi, il repose autour de plusieurs objectifs et plusieurs instruments.

D'abord, un objectif de stabilité qu'a rappelé à l'instant la chancelière Merkel. Nous souhaitons en effet pouvoir réviser nos instruments, afin que lorsqu'un pays fait face à un choc dit asymétrique, il puisse y avoir un mécanisme d'aide ou lorsque son système financier est bousculé, il puisse y avoir un mécanisme de stabilité et de solidarité. C'est en cela que nous avons souhaité avancer sur une réforme du Mécanisme européen de stabilité, pour qu'il y ait un instrument nouveau de financement en la matière, et que nous avons souhaité aussi ensemble avancer sur la mise en place pour notre union bancaire d'un filet de sécurité dit en bon français "backstop", qui pourra ainsi répondre dans les délais et selon les modalités définies par nos ministres au défi de la stabilité financière.

Vous le voyez, à travers à la fois le Mécanisme européen de stabilité et ce filet de sécurité qui vient compléter l'union bancaire, nous répondons, me semble-t-il, de manière crédible au défi de la stabilité économique et financière au sein de la zone euro. Il nous appartient maintenant de continuer le travail mais cette décision, qui n'était pas acquise il y a quelques mois, est une avancée majeure dont nous avons besoin et qui aurait permis de résoudre il y a quelques années beaucoup plus vite et beaucoup plus fortement le début de crise financière que la zone euro a connue.

Ensuite, nous nous sommes mis d'accord sur la création d'un budget de la zone euro avec une fonction de convergence et d'investissement entre les économies de la zone euro. Ce sera un vrai budget avec des recettes et des dépenses annuelles, des décisions par les Etats de la zone euro et une exécution des dépenses par la Commission européenne. Nous aurons à travailler ensemble avec nos partenaires sur, évidemment, les sujets de rythme de montée en charge, de gouvernance dans le cadre de ce que nous venons d'agréer et, comme l'a rappelé à l'instant Madame la Chancelière, nous souhaitons pouvoir faire démarrer ce budget de la zone euro lors du prochain budget, lors des prochaines perspectives financières, et donc que les deux puissent commencer en 2021.

Cette réforme, cette finalisation de l'union bancaire, cette réforme du Mécanisme européen de stabilité avec une vraie fonction de stabilisation macro-économique, cette création d'un budget de la zone euro sont des réformes importantes sur lesquelles nous avons beaucoup travaillé ensemble et qui sont un engagement politique que nous prenons ensemble qui supposera, comme l'a rappelé Mme Angela MERKEL à l'instant, d'une part, un travail technique au niveau ministériel jusqu'à la fin d'année ; ensuite, sans doute l'année suivante, un moment choisi, des changements de traités qui sont indispensables si nous voulons aller en ce sens et une entrée en vigueur pour la réforme du Mécanisme européen de stabilité et le budget en 2021.

Jamais depuis presque dix ans qu'on en parle, un accord franco-allemand n'avait été trouvé sur le budget de la zone euro. Il reste beaucoup de travail, beaucoup de questions techniques et il est évident qu'on ne peut les purger en quelques heures ou même en quelques semaines de discussion, mais ce qui est sûr, c'est qu'on ne peut pas les résoudre s'il n'y a pas d'abord et avant tout un accord politique, une vision commune de répondre aux défis contemporains et celle-ci, nous l'affirmons aujourd'hui très fortement et très clairement à travers ce travail. En matière de sécurité, de défense et de migration comme en matière économique et financière, nous répondons aux défis contemporains par plus de souveraineté européenne, par plus d'unité et de solidarité et par une convergence de vue très forte entre nos deux pays, et une volonté de convaincre nos partenaires d'avancer avec nous sur cette ligne.

Madame la Chancelière a rappelé aussi l'importance dans les travaux de nos ministres de ce qui a été décidé en matière spatiale, en matière d'innovation de rupture et en particulier d'intelligence artificielle, de climat avec la neutralité carbone en 2050, le projet d'universités européennes que nous rendons concret ensemble et des engagements forts en matière de convergence fiscale qui était là aussi un projet enlisé depuis bientôt dix ans où nous décidons ensemble et de porter au niveau européen, un projet ambitieux de convergence fiscale pour la taxation de nos sociétés qui est, je crois, un élément très fort et une volonté d'arriver cette année à, au niveau européen, un accord sur la taxation du numérique.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je souhaitais ici rappeler. Pour remercier à nouveau Madame la Chancelière, chère Angela, pour son invitation et tout le travail qui a été fait et lui dire que, comme elle, je crois très profondément que c'est dans ces temps que nous avons à décider, ce seront sans doute sur ces décisions que nous aurons à être jugés et que je me réjouis que nous ayons su décider ensemble en regardant l'avenir./.